

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Pour sortir de l'impasse
Rebondir à gauche**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 16 janvier 2014

Démocratie & Socialisme

Lors de sa conférence de presse, François Hollande a confirmé sa ligne de conduite. Le « coût du travail » serait responsable des difficultés rencontrées par les entreprises et les déficits publics de la fragilisation de notre modèle social. Une rhétorique déjà à l'oeuvre lors de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE.) En déclarant que c'est « *l'offre qui crée de la demande* » le président s'inscrit dans la continuité des propos d'Helmut Schmidt qui affirmait en 1974 que « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». En réalité, les profits sont très peu affectés aux investissements, mais prioritairement alloués à la spéculation et aux dividendes. Pourquoi s'enfermer dans des solutions qui ont échouées partout où elles ont été appliquées ?

Être accommodant avec le Medef...

Peu de changements donc si ce n'est une volonté affirmée d'accélérer. Mais poursuivre plus vite dans une mauvaise direction, est-ce que cela permettra d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de l'emploi ? On peut fortement en douter. **François Hollande continue de défendre une politique beaucoup trop accommodante avec le Medef, un patronat qui déjà refuse tout engagement précis en termes d'embauches.** En quarante ans, ces politiques ont pourtant démontré leur incapacité à faire reculer le chômage et la pauvreté. Au contraire, l'instabilité financière s'est accrue et les crises économiques se sont succédé à un rythme sans précédent. Les salariés ont élu un président socialiste parce qu'ils aspirent à plus d'égalité, de reconnaissance et de démocratie. Ils n'ont pas voté pour que les revendications du MEDEF rencontrent une oreille attentive au sommet de l'État.

...ou au contraire contraindre le Medef ?

Le gouvernement envisage d'engager sa responsabilité devant le Parlement sur ce « pacte de responsabilité ». Serait-ce une volonté de réduire les possibilités pour le Parlement de jouer tout son rôle ? **N'est-ce pas à la gauche majoritaire à l'Assemblée de fixer un cadre aux négociations de branche envisagées et ainsi contraindre le Medef à négocier ? Est-il raisonnable de parler de contreparties sans vraies possibilités de contrôle (moyens accordés aux organisations syndicales, à l'inspection du Travail...)** ?

Dans ce contexte, le communiqué intersyndical CFDT-UNSA-CGT-FSU du 14 janvier réclamant une réorientation de la politique du gouvernement sur les questions d'emploi, de pouvoir d'achat et de fiscalité est une bonne chose. Dans une telle période, l'unité d'action est un levier nécessaire pour que s'exprime le besoin d'une autre politique.

À gauche, tout reste possible

Beaucoup de militants socialistes ressentent ce qui se passe aujourd'hui comme une rupture par rapport aux thèmes mis en avant lors de la campagne des présidentielles. **Le débat doit donc se rouvrir au sein du Parti Socialiste,** mais aussi avec toutes les forces de la gauche. **Tous les militants et toutes les composantes du Parti socialiste conscients de la nécessité d'un nouveau cap à gauche doivent peser ensemble pour cela.** Dans les sections, dans les fédérations, des initiatives peuvent être prises pour sortir de l'impasse dans laquelle l'orientation actuelle nous conduit. À gauche tout reste possible.